

Conseil d'administration
Fonds Monétaire International
700, 19e rue NO
Washington, DC 20431

Chers membres du Conseil d'administration du FMI,

Lors des assemblées annuelles de l'an dernier, la présidente du Comité monétaire et financier international, Mme Nadia Calviño, a [déclaré](#) que le Fonds « envisagera un examen des politiques sur les suppléments ». À l'approche des réunions du printemps 2024, nous croyons comprendre que le Conseil d'administration prévoit de respecter cet engagement et tiendra bientôt des discussions pour déterminer l'avenir de cette politique controversée.

Nous sommes encouragés par ces signes et nous apprécions la volonté du FMI de répondre à cette demande de longue date émanant d'une [large majorité](#) d'actionnaires, d'universitaires et de la société civile. Maintenant, nous, les organisations soussignées, vous écrivons pour vous exhorter à profiter de cette occasion pour mettre fin une fois pour toutes à cette politique de surtaxe nuisible et contreproductive.

Les arguments contre les suppléments ont déjà été présentés à [maintes reprises](#). Cette politique, qui impose des frais supplémentaires allant jusqu'à 300 points de base aux pays dont l'encours de crédit est élevé ou de longue date, est clairement procyclique. En punissant les pays lourdement endettés par une dette supplémentaire, les surtaxes augmentent les coûts d'emprunt, exacerbent (plutôt que d'atténuer) le lourd fardeau de la dette et détournent des ressources précieuses des investissements dans le développement, l'action climatique, la santé ou l'éducation. La politique de surtaxes contribue donc aux tendances d'agitation sociale et politique accrue [reconnues](#) par le Fonds comme un risque pour l'économie mondiale. Il ne tient pas compte non plus des avertissements concernant la nécessité urgente d'un système multilatéral plus légitime et équitable dans le [nouveau programme](#) de paix du Secrétaire général de l'ONU.

De 2019 à 2023, le nombre de pays qui paient des frais supplémentaires a doublé, passant de 8 à 16. Cette année, ce nombre est [passé](#) à 22. * Cette trajectoire alarmante devrait se poursuivre alors que de plus en plus de pays recourent au Fonds pour obtenir des financements face à l'accélération de la dette et des crises climatiques.

Le FMI n'a pas encore fourni de preuve que les surtaxes découragent le recours au crédit du FMI. En effet, le nombre croissant de pays soumis à des surtaxes est la preuve du contraire. L'autre justification des surtaxes — le fait qu'elles constituent une source de revenu nécessaire pour les soldes de précaution du FMI — est non seulement directement contraire à la mission du FMI, comme l'a [souligné](#) Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel d'économie, mais elle est également [inexacte](#).

Depuis que la société civile a commencé à soulever des préoccupations, l'opposition à la politique de surtaxe du Fonds a considérablement augmenté. Le [G77 et la Chine](#), représentant presque tous les pays du Sud, la présidente du G20 [Lula da Silva](#), [les experts des droits de l'homme des Nations Unies](#), les économistes de premier plan, le Groupe de réponse aux crises mondiales des Nations Unies, le

*Les 22 pays qui paient actuellement des surtaxes sont : l'Angola, l'Argentine, l'Arménie, la Barbade, le Bénin, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, l'Équateur, l'Égypte, le Gabon, la Géorgie, la Jordanie, le Kenya, la Moldavie, la Mongolie, la Macédoine du Nord, le Pakistan, le Sénégal, Seychelles, Sri Lanka, Tunisie et Ukraine.

Secrétaire général des [Nations Unies António Guterres](#), des [dizaines d'anciens chefs d'État et de gouvernement](#), des centaines [d'organisations de la société civile](#), et beaucoup d'autres, ont demandé au Fonds de suspendre ou d'éliminer les suppléments.

Alors que le fardeau des surtaxes et les demandes mondiales pour y mettre fin continuent de croître, il est clair que cette voie n'est pas durable. Il ne s'agit plus de savoir s'il faut mettre fin à cette politique injuste et injustifiable, mais quand. Nous vous exhortons à agir maintenant.

Sincèrement,

*Les 22 pays qui paient actuellement des surtaxes sont : l'Angola, l'Argentine, l'Arménie, la Barbade, le Bénin, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, l'Équateur, l'Égypte, le Gabon, la Géorgie, la Jordanie, le Kenya, la Moldavie, la Mongolie, la Macédoine du Nord, le Pakistan, le Sénégal, Seychelles, Sri Lanka, Tunisie et Ukraine.